



CHAPITRE 54

CHAPTER 54

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

An Act to amend the charter of the city of Verdun

[Sanctionnée le 11 février 1959]

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Verdun a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la cité, et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73, et les lois qui la modifient, soit de nouveau amendée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1956-57, c. 72, s. 2, remp.

1. L'article 2 de la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

Évaluation de certains immeubles.

"2. A compter du 19 mars 1959, l'évaluation totale des immeubles que la cité de Montréal possède ou possédera dans la cité de Verdun, est fixée à un million cent vingt-cinq mille (\$1,125,000.00) dollars, pour déterminer le montant des taxes municipales que la cité de Montréal devra payer à la cité de Verdun et pour toutes autres fins quelconques; et ladite cité paiera, chaque année, à ladite cité de Verdun, à la date du paiement des taxes générales de ladite cité, la somme de un dollar et trente-cinq cents par cent (\$1.35 par \$100.00) dollars d'évaluation. Ce paiement tient lieu, à titre de commutation, de toute taxe et contribution foncière, cotisation, répartition annuelle ou spéciale ainsi que de toute taxe ou

Preamble.

WHEREAS the city of Verdun has, by its petition, represented that it is the interest of the city and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 7 Edward VII, chapter 73, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, is replaced, for the city of Verdun, by the following:

1956-57, c. 72, s. 2, replaced.

"2. From and after the 19th of March, 1959, the total valuation of the immovables possessed or to be possessed by the city of Montreal, in the city of Verdun, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand (\$1,125,000.00) dollars for determining the amount of municipal taxes which the city of Montreal shall pay to the city of Verdun and for all other purposes whatsoever; and the said city shall pay, every year, to the said city of Verdun, on the date when the annual general taxes of the said city are paid, the sum of one dollar and thirty-five cents per hundred (\$1.35 by \$100.00) dollars of valuation. Such payments shall replace, as commutation, all taxes and contributions on immovables, assess-

Valuation of certain immovables.

prix de l'eau que la cité de Verdun peut autrement imposer à ladite cité de Montréal.

Durée. Cette commutation aura force et effet pour une période de deux (2) années et s'appliquera aux taxes qui deviendront dues durant cette période.

Fins scolaires. Pour les fins scolaires, l'évaluation desdits immeubles durant ladite période, est fixée à un million cent vingt-cinq mille (\$1,125,000.00) dollars."

1956-57, c. 72, s. 3, remp. **2.** L'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

Contrat continué. "3. Le contrat passé le 16 mars 1932 devant Me Jean Baudoin, N.P., entre la cité de Montréal et la cité de Verdun, pour la fourniture de l'eau, est continué pour deux (2) années à compter du 19 mars 1959."

Emprunt autorisé. **3.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Verdun est autorisée, sans autres formalités que l'adoption d'un règlement par le conseil municipal, sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, à contracter un emprunt, par émission d'obligations ou autrement de cinquante mille (\$50,000.00) dollars pour acquitter les dépenses encourus et faites en excédant du montant de cent mille (\$100,000.00) dollars prévu au règlement numéro 609 de la cité, adopté sous l'autorité de l'article 7 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 54.

Travaux autorisés. **4.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la cité de Verdun est autorisée, sans autres formalités que l'adoption d'un règlement par le conseil, son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, à effectuer des travaux urgents de construction de nouvelles rues, de reconstruction et d'améliorations du système d'égouts et du système de distribution électrique, de dépenses urgentes, de construction, réparations et réfection de trottoirs et autres travaux municipaux dans la municipa-

ments, annual or special apportionments as well as all taxes or water rates which the said city of Verdun may otherwise impose on the said city of Montreal.

Duration. Such commutation shall have force and effect for a period of two (2) years and shall apply to taxes becoming due during such period.

School purposes. For school purposes, the valuation of the said immoveables, during the said period, is fixed at one million one hundred and twenty-five thousand (\$1,125,000.00) dollars."

2. Section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, is replaced, for the city of Verdun, by the following:

3. The agreement made on the 16th of March, 1932, before Jean Baudoin, N.P., between the city of Montreal and the city of Verdun, for the supplying of water, is continued for two (2) years as from the 19th of March, 1959."

3. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Verdun is authorized, without any other formality than the adoption of a by-law by the municipal council, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, to contract a loan by issuing debentures or otherwise, of fifty thousand (\$50,000.00) dollars, to pay for the expenses incurred and made in excess of the amount of one hundred thousand (\$100,000.00) dollars provided in by-law number 609 of the city, adopted under section 7 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 54.

4. Notwithstanding any law to the contrary, the city of Verdun is authorized, without any other formality than the adoption of a by-law by the council, its approval by the Lieutenant-Governor in Council, the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to carry out urgent works for the construction of new streets, the reconstruction and improvement of the sewer system, and the electric distribution system, of urgent expenditure, the construction, repair and restoration of sidewalks, and other municipal works of a

lité, de nature capitale, et à emprunter pendant une période de trois (3) ans, pour ces fins, une somme n'excédant pas quatre cent mille (\$400,000.00) dollars par année, pour payer le coût de cesdits travaux.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

5. Le paragraphe 11^b de l'article 429 de la Loi des cités et villes, ajouté, pour la cité de Verdun, par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant :

Véhicules
stationnés
illégalement.

"11^b Pour enlever et remorquer tout véhicule stationné illégalement, qui nuit aux travaux ou opérations de la cité y compris le nettoyage des rues et l'enlèvement de la neige, et au besoin le touer ailleurs, y compris à un garage, aux frais du propriétaire qui ne pourra en recouvrer possession que sur paiement des frais de touage qui ne devront pas excéder dix (\$10.00) dollars dans chaque cas, et les frais d'entreposage qui ne devront pas excéder plus de deux (\$2.00) dollars par jour."

Pension
aux éche-
vins.

6. La cité de Verdun paiera à toute personne qui aura rempli la fonction d'échevin de la cité de Verdun pendant quinze (15) années ou plus, et qui aura cessé de remplir cette fonction une pension annuelle de quinze cents (\$1,500.00) dollars, payable par versements mensuels, égaux et d'avance, le premier jour de chaque mois, laquelle pension sera inces-sible et insaisissable.

S.R.,
c. 233,
a. 521a,
remp.
pour la
cité.

7. L'article 521a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité, par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 57, est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Taxe pour
nettoyage,
etc.,
des rues,
etc.

"**521a.** Le conseil peut, par règlement, imposer et prélever annuellement sur tout immeuble imposable longeant une rue, un trottoir ou une ruelle publique de la cité de Verdun, suivant l'étendue de front ou la valeur de cet immeuble, une taxe suffisante pour pourvoir au nettoyage et à l'enlèvement de la neige et des glaces desdits rues, trottoirs et ruelles, et de toute partie d'iceux."

capital nature, in the municipality, and to borrow, for a period of three (3) years, for such purposes a sum not exceeding four hundred thousand (\$400,000.00) dollars per annum, to pay for the cost of such works.

5. Paragraph 11^b of section 429 of the Cities and Towns Act, added, for the city of Verdun, by section 7 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, is replaced, for the city of Verdun, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

"11^b. To remove and tow any vehicle parked illegally which hinders the work or operations of the city including the cleaning of streets and snow removal, and if need be to remove it elsewhere including to a garage, at the expense of the owner who shall recover possession thereof only on paying the towing costs which shall not exceed ten (\$10.00) dollars in each case, and the storage costs which shall not exceed two (\$2.00) dollars for each day."

Vehicles
illegally
parked.

6. The city of Verdun shall pay to any person who has held the office of alderman of the city of Verdun for fifteen (15) years or more and who has ceased to hold such office, an annual pension of fifteen hundred (\$1,500.00) dollars, payable in equal monthly payments and in advance, on the first day of each month, such pension to be unassignable and unseizable.

Pension to
aldermen.

7. Section 521a of the Cities and Towns Act, enacted, for the city of Verdun, by section 1 of the act 10 George VI, chapter, 57 is replaced, for the city, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 521a,
replaced
for city.

"**521a.** The council may, by by-law, impose and levy annually on every taxable immovable bordering any street, sidewalk or public lane of the city of Verdun, according to the frontage or value of such immovable, a tax sufficient to provide for the cleaning and the removal of snow and ice from the said streets, sidewalks and lanes or any portion thereof."

Tax for
cleaning,
etc., of
streets,
etc.

S.R.,
c. 233,
a. 546a,
aj. pour
la cité.

8. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité de Verdun, en ajoutant après l'article 546, l'article suivant:

Vente de
biens non
réclamés.

"546a. La cité peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou se trouvaient en la possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la cité a été obligée de pourvoir.

Respon-
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la cité ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura encourues.

Destruc-
tion en
certains
cas.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit, ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande, ou à cause de l'usage illégal que l'on pourrait en faire, tels que distributeurs automatiques (slot machines) ou autres dispositifs de ce genre, et si aucun tribunal ou juge n'en a prononcé la confiscation ou ordonné la destruction suivant la loi, ils pourront être détruits après publication des mêmes avis, *mutatis mutandis*.

Pas de
compen-
sation.

Si ces objets, effets ou biens meubles sont réclamés après leur destruction, la cité ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation."

S.R.,
c. 233,
a. 488,
am. pour
la cité.

9. L'article 488 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité de Verdun, par l'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 57, est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant l'alinéa suivant:

Biens
déclarés
imposables.

"Sont aussi imposables comme immeubles tous fils conducteurs ou tuyaux employés pour produire ou distribuer, pour l'usage du public, la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité ou le gaz, ou pour le transport et la réception de messages téléphoniques, télégraphiques, pneumatiques ou pour la télévision, construits ou placés sur les,

8. The Cities and Towns Act is amended, for the city of Verdun, by adding after section 546, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 546a,
added
for city.

"546a. The city may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial formality and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within twelve months, which may be in its possession or were found in the possession of dead persons for whose burial the city has had to provide.

Sale of
unclaimed
move-
ables.

If such property be claimed after the sale, the city shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have incurred.

Liability.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their use, such as slot machines or other devices of that kind, and if no court or judge has ordered them confiscated or destroyed in accordance with the law, they may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*.

Destruc-
tion in
certain
cases.

If such objects, moveable effects or moveable property are claimed after their destruction, the city shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation."

No in-
demnity.

9. Section 488 of the Cities and Towns Act, replaced for the city of Verdun, by section 6 of the act 10 George VI, chapter 57, is amended, for the city of Verdun, by adding the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 488,
am. for
city.

"Shall also be taxable as immoveables all wires or pipe-lines used to produce or distribute, for public service, motive-power, light, heat, water, electricity or gas, or for the conveyance and reception of telephone, telegraph, pneumatic messages, or for television, built or placed, on, above, or beneath properties, streets, lanes, public highways or elsewhere, com-

Property
deemed
taxable.

au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, ruelles, voies publiques ou ailleurs, comprenant les tuyaux, les poteaux et les tunnels employés à ces fins. prising pipes, posts or tunnels used for such purposes.

Exception.

La présente disposition ne s'applique pas à la Commission hydroélectrique de Québec."

This section shall not apply to the Hydro-Quebec Commission."

Exception.

Entrée en vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.